



Le génocide de Gaza continue

Israël est un monstre effréné qui nous met tous en danger.

Par [Philip Giraldi](#)

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Mondialisation.ca, 07 novembre 2023

Les commentaires des grands médias et du gouvernement officiel états-unien sur la violence à Gaza semblent avoir acquis un certain rythme pour s'assurer que tout le monde comprenne que ce sont les pauvres Israéliens qui sont les véritables victimes des assauts d'un groupe appelé Hamas, invariablement qualifié de « terroristes ». » Il est absolument obligatoire, dans le premier paragraphe d'un article sur l'évolution des combats, de rappeler au lecteur que le 7 octobre, le groupe « terroriste » Hamas a « envahi » Israël et tué 1 400 Israéliens épris de paix, prenant 200 Israéliens supplémentaires en otages. Israël est décrit comme la pauvre nation qui se défend « en représailles » et il est souvent considéré comme pertinent d'affirmer qu'il s'agit du massacre de Juifs le plus effroyable depuis le « grand H ». Pour ajouter un peu de pertinence culturelle et historique actuelle, le « 11 septembre » et « Pearl Harbor » sont également souvent invoqués pour suggérer qu'il s'agissait à la fois d'une attaque surprise et d'un changement de donne dans la façon dont Israël perçoit désormais la menace extérieure et devra durcir ses impératifs de sécurité nationale. Et on pourrait même insérer un commentaire de la députée Nancy Pelosi ou du sénateur Chuck Schumer selon lequel « Israël a le droit de se défendre ! » Joe Biden aurait également **déclaré** qu'il s'agissait de 15 fois le « 11 septembre » pour Israël, compte tenu de la taille et de la population comparées des États-Unis et de l'État juif, soulignant l'énormité de la tragédie.

Et c'est juste dans le premier paragraphe pour s'assurer que le lecteur soit sur la bonne voie. Le deuxième paragraphe est la contribution la plus importante au débat, soulevant la question de la « montée de l'antisémitisme » aux États-Unis et en Europe, incluant fréquemment une citation de l'implacable Jonathan Greenblatt de la redoutable et très redoutée Ligue Anti-Diffamation (ADL). Greenblatt est fréquemment cité, disant souvent quelque chose **du genre** : « Il existe un mouvement radical et croissant sur de nombreux campus selon lequel l'opposition à Israël et au sionisme doit être pleinement acceptée, marginalisant de fait les communautés juives des campus. » Le but recherché, quand on soulève la question de l'antisémitisme, est d'éloigner le lecteur de toute perception possible selon laquelle un Israël de l'apartheid a été attaqué en raison de son comportement exceptionnellement brutal envers les Palestiniens au cours des 76 dernières années et a plutôt été victime de terroristes vicieux qui ont fait ce qu'ils ont fait. en grande partie parce qu'ils détestent les Juifs. De cette façon, la question éventuelle de la responsabilité israélienne dans ce qui s'est passé disparaît et Benjamin Netanyahu et ses collègues fanatiques et racistes Bezalel Smotrich et Itamar Ben-Gvir obtiennent un laissez-passer pour faire tout ce qu'ils veulent pour résoudre leur problème arabe. Les deux hommes ont exprimé leur rêve d'un Israël sans Palestiniens, des gens qu'ils considèrent comme pas tout à fait acceptables sur le plan humain, et ont approuvé l'autorisation de tirer pour tuer pour les policiers et les soldats confrontés à des manifestants arabes. Plus de 100 Palestiniens

ont déjà été tués en Cisjordanie par des colons armés, des policiers et des soldats qui ne seront pas tenus pour responsables de ces meurtres, tandis que des centaines de manifestants ont également été arrêtés.

Aux États-Unis, *Fox News* a été à la pointe de l'activisme en diffusant des interviews et des reportages suggérant que les étudiants juifs américains sont si terrifiés par les menaces implicites et explicites de la rage antisémite qui se manifeste sur les campus universitaires et ailleurs qu'ils ont arrêté de manger casher à l'université. Dans les réfectoires de peur qu'ils ne deviennent la cible d'un fou. Et il y a les inévitables appels à interdire complètement les rassemblements exprimant leur sympathie pour les Palestiniens ou même agitant ou arborant le drapeau palestinien. Les plaintes concernant la montée de l'antisémitisme sont en effet omniprésentes dans les grands médias, même s'il y a pas mal de choses qui clochent dans le récit officiel sur Israël-Palestine et les événements du 7 octobre ^{et} par la suite. En bref, le public américain et européen est soumis à l'escroquerie habituelle lorsqu'il s'agit de tout ce qui concerne Israël. Et la propagande est certainement d'autant plus efficace lorsqu'elle est reprise en boucle par des politiciens de haut rang issus des deux partis, avec un vote unanime au Sénat de 97 contre 0 et un vote à la Chambre des représentants de 412 contre 10, pour des résolutions promettant un soutien inconditionnel et total à Israël et à quoi que ce **soit** qu'il choisisse de faire, soutenu par deux groupes de porte-avions américains et par des Marines en attente en Méditerranée orientale.

Les collèges et universités ont été particulièrement ciblés par les nombreux amis d'Israël, la plupart des anciens élèves juifs retenant les dons pour les écoles qui ne dénoncent pas explicitement le Hamas et ne louent pas la « retenue » israélienne, ou qui autorisent les manifestations d'étudiants soutenant Gaza. Les étudiants qui participent aux manifestations contre ce qui est fait aux Palestiniens sont identifiés et placés sur des listes qui seront soumises à de futurs employeurs potentiels et conseils d'administration d'universités afin qu'il leur soit plus difficile d'obtenir de bons emplois ou d'obtenir des nominations universitaires et des bourses. Des politiciens ambitieux, désireux de se faire aimer des donateurs et des électeurs juifs de la campagne électorale, comme le gouverneur Ron DeSantis de Floride, sont allés à l'extrême, interdisant les groupes politiques palestiniens dans les universités d'État et envisageant de poursuivre les membres de ces organisations pour « crimes de haine », car ils sont automatiquement considérés comme motivés par « l'antisémitisme ». DeSantis a également juré que son État n'accepterait aucun réfugié palestinien, même si on ne voit pas comment il ferait respecter cela, fondant sa décision sur son jugement selon lequel ils sont « tous antisémites », et la Floride a récemment acheté pour 135 millions de dollars en « Israel Bonds » pour contribuer à l'effort de guerre de l'État juif. Le sénateur Lindsey Graham a déclaré qu'il ne devrait y avoir « aucune limite » au meurtre de Palestiniens par les Israéliens, tandis que Donald Trump a appelé à l'expulsion de tous les étudiants palestiniens aux États-Unis. Ce n'est qu'un exemple supplémentaire de la façon dont notre politique est devenue basse, voire inhumaine, lorsqu'Israël est impliqué d'une manière ou d'une autre, mais il est également intéressant de noter que plusieurs pays européens et Israël lui-même font également taire les critiques des massacres de Gaza, dans certains cas. en **[les licenciant de leur emploi](#)** .

Une partie du problème réside dans le fait que le récit de ce qui s'est passé le 7 octobre et par la suite a été tellement déformé par les médias et les têtes parlantes qu'il reste quelque peu flou quant à ce qui s'est réellement passé. Les Israéliens ont constamment affirmé que 1 405 Juifs et ouvriers agricoles asiatiques avaient été tués par le Hamas, dont 386 étaient apparemment des soldats. Mais la façon dont ils sont morts est le point où

l'histoire dérive. Les survivants israéliens de l'attaque ont déclaré aux journalistes qu'ils avaient été bien traités lorsqu'ils étaient capturés par le Hamas et que les véritables massacres avaient commencé lorsque des unités de l'armée israélienne, comprenant des chars, de l'artillerie et des hélicoptères, avaient contre-attaqué le Hamas, créant un feu croisé brutal appelé dans le milieu des « tirs amis », tuant de nombreux civils, sinon la plupart. Les maisons d'un kibboutz, où s'abritaient des civils, ont été en grande partie détruites par des tirs d'armes lourdes, dont le Hamas ne disposait pas.

Ce que nous savons désormais, grâce à un nombre croissant de **preuves obtenues** auprès des médias israéliens et de témoins oculaires, **c'est que** l'armée israélienne semble avoir été dépassée par les événements de la journée. La réaction a peut-être déclenché la riposte connue de longue date appelée la « **procédure Hannibal** » qui vise à empêcher que des soldats israéliens soient faits prisonniers en raison du prix élevé que le public israélien tient à payer pour s'assurer que les soldats prisonniers soient rendus. En conséquence, le commandement militaire a l'autorisation d'ordonner aux troupes israéliennes de tuer leurs camarades plutôt que de permettre qu'ils soient faits prisonniers. Pour la même raison, le Hamas dépense beaucoup d'énergie pour tenter de trouver des moyens innovants de capturer des soldats.

La réalité plausible selon laquelle l'armée israélienne a tué un grand nombre de ses propres soldats et civils est, bien sûr, refoulée par le grand public et par des politiciens désireux d'aider Israël dans le génocide de Gaza, mais elle existe néanmoins. Il y a cependant un autre aspect de l'histoire qui est dévastateur en termes d'implications : il s'agit de la réponse immédiate à la crise en proposant à Israël d'envoyer 14,5 milliards de dollars pour l'aider à sa défense, un montant incompréhensible qui semble avoir été retiré du derrière d'un lobbyiste, ce qui se traduit par la perpétration d'un génocide à Gaza et la commission d'une multitude de crimes de guerre en cours. Le paiement du tribut, comme certains l'ont décrit, a été approuvé par un vote de 226 voix contre 196 au Congrès jeudi dernier. Le vote aurait été plus proche de l'unanimité sans un différend partisan quant au financement de la mesure. Si Joe Biden et le Congrès ne sont pas conscients que le génocide est un grand crime contre l'humanité tel que défini par la Charte des Nations Unies et par les Conventions de Genève, la plupart des juristes internationaux conviendraient qu'armer et financer une organisation ou un État qui extermine une nation ou un individu identifiable par son appartenance ethnique relève de la complicité, voire de la participation au crime.

Biden et Blinken n'ont peut-être aucune idée de combien d'argent Israël reçoit du contribuable américain à tous les niveaux de gouvernement en un an, au-delà des 3,8 milliards de dollars par an qu'il reçoit en « aide militaire » directe, un cadeau de Barack Obama. Des fonds supplémentaires proviennent de projets militaires conjoints, d'organisations caritatives douteuses et de conseils en développement au niveau des États et même au niveau local, ce qui porte le total à environ 10 milliards de dollars. Cela contribue à faire d'Israël un pays riche qui peut se permettre d'offrir à ses citoyens juifs des soins de santé et une éducation universitaire gratuits ainsi que des logements subventionnés et qui n'a pas besoin du soutien supplémentaire des États-Unis pour mener ses guerres.

Et, soit dit en passant, cela nous amène à la dernière question, le programme nucléaire secret d'Israël, qui devrait certainement préoccuper les décideurs politiques américains confrontés à un conflit éclatant qui pourrait engloutir tout le Moyen-Orient et même s'étendre au-delà de cette zone. Le fait qu'Israël soit le seul à posséder des armes nucléaires dans la région, au nombre de plus de 200 selon certaines estimations, est

significatif. Au sein du gouvernement américain, il existe une « règle législative » selon laquelle aucun employé fédéral ne peut confirmer qu'Israël possède des armes nucléaires. La règle est ridicule dans la mesure où l'existence de l'arsenal nucléaire israélien est bien attestée, notamment par Colin Powell, qui a confirmé un jour que « Israël disposait de plus de 200 armes nucléaires pointées sur l'Iran ». Powell a fait cette déclaration alors qu'il n'était plus au pouvoir, mais même l'éminent sénateur Chuck Schumer, partisan d'Israël, a confirmé l'existence de l'arsenal.

La raison de la sensibilité aiguë du lobby israélien et de ses politiciens achetés et payés à propos de ces armes nucléaires est l'amendement Symington de l'article 101 de la loi américaine sur le contrôle des exportations d'armes de 1976, qui interdit l'aide étrangère à tout pays possédant des armes nucléaires et des armes nucléaires, et qui n'a pas signé le Traité de non-prolifération nucléaire. Ce qui signifie que l'aide annuelle de 3,8 milliards de dollars d'Israël serait menacée si Washington appliquait ses propres lois, même si on ne peut imaginer que le président Joe Biden ou le procureur général Merrick Garland, tous deux fervents sionistes, prendraient les mesures nécessaires pour le faire.

Un autre **texte délicat** est constitué par les amendements dits Leahy, qui interdisent au Département d'État américain et au Département de la Défense de fournir une assistance militaire aux unités des forces de sécurité étrangères qui violent les droits de l'homme « en toute impunité ». Les nombreuses attaques brutales d'Israël contre Gaza, y compris l'actuelle attaque contre des hôpitaux et des églises, bombardant et tuant des civils sans défense, dont la moitié sont des enfants, constituent un cas d'école pour savoir quand les amendements Leahy doivent être appliqués, mais, bien sûr, ils ne le seront jamais. Cette réalité illustre une fois de plus le pouvoir politique réel du lobby juif aux États-Unis, soutenu par des sionistes chrétiens comme le nouveau président de la Chambre, Mike Johnson.

Enfin, il faut jeter un coup d'œil à l'arsenal nucléaire israélien lui-même, associé aux dirigeants imprudents et agressifs du pays, et à ce que cela représente, un sujet que personne n'est actuellement considéré comme un facteur dans les conséquences possibles de l'expansion de la guerre à Gaza. Il y a vingt ans, lorsque le président américain George W. Bush lançait sa désastreuse « guerre contre le terrorisme » conçue par les néoconservateurs, le Premier ministre israélien Ariel Sharon voyait la guerre comme une opportunité et Israël comme un bénéficiaire majeur, car il se sentait prêt pour entraîner les États-Unis dans cette guerre, comportant l'attaque tant désirée contre l'Iran couplée à une nouvelle campagne visant à terroriser les Palestiniens restants pour qu'ils fuient vers les États arabes voisins. Israël avait clairement l'intention d'utiliser sa capacité nucléaire contre ses voisins si nécessaire, comme le décrit le livre de 1991 du journaliste d'investigation chevronné Seymour Hersh, intitulé *The Samson Option* [non traduit en français à ce jour]. Le titre du livre fait référence à la stratégie nucléaire du gouvernement israélien selon laquelle Israël lancerait une frappe nucléaire massive de représailles si l'État lui-même était menacé par des forces extérieures et risquait d'être envahi, tout comme le personnage biblique Samson avait brisé les colonnes du temple philistin, faisant écrouler le toit sur lui-même ainsi que sur les milliers de Philistins qui s'étaient rassemblés pour le voir humilié. L'une des sources de Hersh au sein des services de renseignement israéliens lui aurait déclaré : « Nous nous souvenons encore de l'odeur d'Auschwitz et de Treblinka. La prochaine fois, nous vous emmènerons tous avec nous ».

Lorsqu'on lui **a demandé** comment le reste du monde pourrait réagir à l'utilisation par Israël de ses armes nucléaires pour anéantir efficacement ses voisins arabes, il a répondu :

« Cela dépend de qui le fait et de la rapidité avec laquelle cela se produit. Nous possédons plusieurs centaines de têtes nucléaires et de fusées et pouvons les lancer sur des cibles dans toutes les directions, peut-être même sur Rome. La plupart des capitales européennes sont des cibles pour notre force aérienne. Permettez-moi de citer le général Moshe Dayan :

« Israël doit être comme un chien enragé, trop dangereux pour être dérangé.

Je considère que tout cela est sans espoir à ce stade. Nous devons essayer d'éviter que les choses en arrivent là, autant que possible. Toutefois, nos forces armées ne sont pas les trentièmes plus puissantes au monde, mais plutôt les deuxièmes ou troisièmes. Nous avons la capacité de faire tomber le monde avec nous. Et je peux vous assurer que cela se produira avant qu'Israël ne sombre. »

Nous voilà donc au bord de ce qui pourrait vraisemblablement être la deuxième guerre nucléaire évitable mal gérée par Joe Biden et les imbéciles qu'il a choisis comme « conseillers ». Le colonel Douglas Macgregor [qualifie à juste titre](#) la crise explosive qui contient une menace nucléaire de « guerre d'Armageddon ». Peu d'Américains savent qu'Israël ne possède des armes nucléaires que parce qu'il a volé l'uranium enrichi aux États-Unis avec la coopération de l'industriel juif Zalman Shapiro, propriétaire de l'usine NUMEC en Pennsylvanie et du producteur juif israélien Arnon Milchan d'Hollywood ; ni l'un ni l'autre n'ont été inquiétés pour cela par le gouvernement américain. Nous avons donc un Israël doté d'un arsenal nucléaire secret qu'aucun responsable américain ne peut même mentionner ; un pays qui est actuellement en « guerre » et est en théorie prêt à utiliser ces armes, très probablement contre un ennemi juré comme l'Iran, mais s'il est menacé, prêt à « faire tomber le monde ». Quant à la majorité silencieuse d'entre nous, Américains, qui aimerions voir un gouvernement qui essaie réellement de faire du bien aux gens qui vivent ici et paient des impôts, un monde en paix où Washington laisserait tout le monde tranquille et serait en retour respecté par les autres, est une aspiration qui semble à jamais périmée.

Article original en anglais :



[The Gaza Genocide Continues. Philip Girdi](#), le 6 novembre 2023

L'article en anglais a été publié initialement sur le site [The Unz Review](#). (4 novembre 2023)

Version française : [Entre la plume et l'enclume](#)

Philip M. Girdi, Ph.D., est directeur exécutif du Council for the National Interest, une fondation éducative déductible d'impôt 501(c)3 (numéro d'identification fédéral n° 52-1739023) qui recherche une politique étrangère américaine davantage axée sur les intérêts au Moyen-Orient. Le site Web est Councilforthenationalinterest.org, l'adresse est PO Box 2157, Purcellville VA 20134 et son adresse électronique est inform@cnionline.org .

Articles Par : **[Philip Giraldi](#)**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca